

RAPPORT ANNUEL 2015



Fondation

Chrëschte mam Sahel
Chrétien pour le Sahel





CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: Ferdy Fischer

Vice-président: Marc Fischbach,

Trésorier: Bernadette Reuter-Wagner

Secrétaire: Pascale Fisch-Gend,

Membres: Marie-Josée Frank, Paul Goerens, Guy Lucas, Joseph Mathay, Ulla Muller-Rüschen, Claude Niedner, Marcel Oberweis, Rudy Reuter, André Rollinger, Edmond Simon, Jean-François Tusch

PERSONNEL PERMANENT

Coordinateur: Alain Lentz

Gestionnaire de projets: Brigitte Kempeneers

Responsable collecte de fonds - Sensibilisation/ED: Claudia Simões

Représentant permanent au Burkina Faso: Bertran Kam

TABLE DE MATIERES

<i>EDITORIAL</i>	5
<i>1. Notre travail au Burkina Faso</i>	6
<i>1.1 Le Burkina Faso en bref</i>	6
<i>1.2 Lieux d'intervention au Burkina Faso</i>	6
<i>1.3 Secteurs d'intervention</i>	7
<i>1.3.1 Développement rural</i>	7
<i>1.3.2 Ressources en terres cultivables</i>	10
<i>1.3.3 Services sociaux</i>	11
<i>2. Notre travail au Luxembourg</i>	12
<i>2.1 Sensibilisation</i>	12
<i>2.2 Service Volontaire de Coopération (SVC)</i>	12
<i>2.3 Recrutement d'une responsable sensibilisation- éducation au développement</i>	12
<i>3. Situation financière</i>	13



EDITORIAL



La Fondation Chrëschte mam Sahel – Chrétiens pour le Sahel (CPS) s’engage depuis plus de trente ans auprès des populations démunies du Burkina Faso.

CPS est devenu au cours de ces années une ONGD dotée d’expérience et de professionnalisme et ce pour plusieurs raisons : travail avec des partenaires locaux expérimentés, concentration géographique sur un seul pays, transparence dans les finances et gestion orientée vers les résultats.

Nous intervenons principalement en milieu rural à travers des programmes de développement intégrés dans les domaines du renforcement des capacités d’organisations locales, de l’agriculture, de l’éducation, de l’eau ainsi que dans le domaine de la santé. Ces programmes visent l’accompagnement des populations des villages bénéficiaires dans l’auto-prise en charge de leur développement. CPS veut ainsi contribuer à prévenir l’exode rural.

Au niveau des actions au Burkina Faso, 2015 a constitué la dernière année de l’accord-cadre 2013-2015 entre le Ministère des Affaires étrangères et européennes et notre ONGD. Comme le montrent les pages suivantes, les programmes et projets ont pu être réalisés avec satisfaction. Chaque année, nos comptes font l’objet d’un audit par un réviseur d’entreprises agréé et les projets et programmes menés au Burkina Faso sont audités financièrement.

Au niveau de nos efforts de sensibilisation au Luxembourg, les Burkina Days organisés en juillet 2015 dans le cadre de la Foire Agricole Ettelbruck en consortium avec d’autres

associations, ont été l’évènement phare. Je voudrais également souligner le recrutement d’une responsable sensibilisation/éducation au développement pour nous permettre de nous professionnaliser davantage dans ce domaine.

Au niveau financier, nous sommes heureux de pouvoir jeter un regard rétrospectif sur une année particulièrement réussie.

En vous présentant ce rapport annuel 2015, je voudrais aussi tourner le regard vers l’avenir. Le 14 janvier 2016, nous avons pu signer un nouvel accord-cadre pour la période 2016-2018 qui cadre bien avec les Objectifs du Développement Durable entrés en vigueur en 2016 sous l’égide des Nations Unies.

Au nom de tout le conseil d’administration, je remercie chaleureusement tous ceux, donateurs privés et publics, associations et entreprises, qui ont soutenu nos actions au cours de l’année passée. Nous espérons pouvoir compter sur votre générosité également dans le futur.

Ferdy Fischer

Président du Conseil d’Administration

1. NOTRE TRAVAIL AU BURKINA FASO

1.1 Le Burkina Faso en bref

Forme d'Etat	République
Capitale	Ouagadougou
Superficie totale	274.220 km ²
Population totale	17 589 198
Densité de la population	64,3 personnes/km ²
Croissance de la population	2,9%/an
Espérance de vie à la naissance	58,6 ans
Taux d'achèvement à l'école primaire	60,5%
Taux de mortalité infantile (moins de 5 ans)	92,4/1000
Taux de pauvreté	40,1%

1.2 Lieux d'intervention au Burkina Faso



PDI



Ressources en terres cultivables



Services sociaux

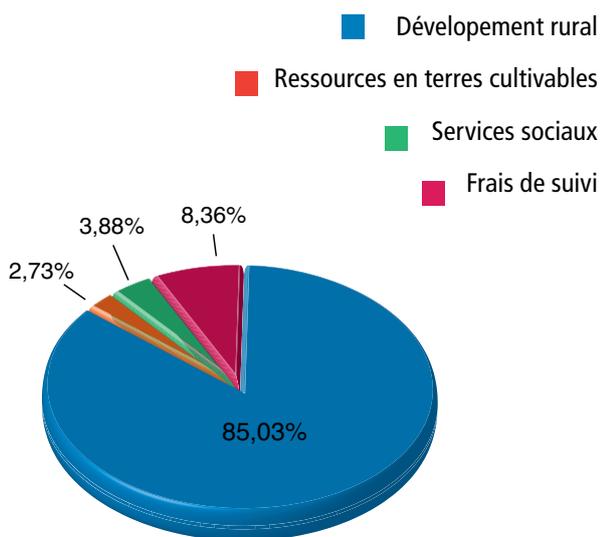
1.3 Secteurs d'intervention

L'année 2015 a constitué la troisième année de l'accord-cadre 2013-2015 conclu entre CPS et le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE).

Le budget annuel de l'accord-cadre s'élevait à 1.627.350 €. Le montant investi en 2015 dans les projets, déduction faite de la contribution des partenaires (22 080 €) et en tenant compte de l'affectation des réserves des années antérieures était de 1.626.839,30 €. Le taux de cofinancement par le MAEE étant de 80 %. Les bénéficiaires locaux ont fourni un apport local situé entre 1,5 et 3%.

Le budget se répartit comme le montre le graphique ci-dessous. Les frais de suivi incluent la représentation permanente au Burkina Faso, les missions de suivi, l'audit financier et l'évaluation réalisée par des experts externes.

Budget 2015 par secteur d'intervention



1.3.1 Développement rural

Contexte

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'action de CPS s'oriente vers les régions rurales qui comptent environ 77% de la population du Burkina Faso.

Projets et programmes

Nous avons soutenu 5 Programmes de Développement Intégré (PDI) dans les diocèses de Banfora, Bobo Dioulasso, Dédougou, Fada N'Gourma et Nouna.

Partenaires locaux

Organisations Catholiques pour le Développement et la Solidarité (OCADES) au niveau diocésain.

Bénéficiaires

Le nombre de bénéficiaires est estimé à plus de 100.000 personnes, réparties sur 66 villages.

Répartition budgétaire par PDI

PDI	€
Banfora	280.000
Bobo Dioulasso	290.000
Dédougou	282.000
Fada N'Gourma	270.000
Nouna	280.000
TOTAL	1.402.000

Principales activités réalisées en 2015

Renforcer les capacités d'action des populations

Les capacités d'action des populations ont été renforcées dans tous les villages des 5 PDI, par des sessions de sensibilisation ainsi que des formations et recyclages des responsables des structures villageoises de gestion afin d'assurer le bon fonctionnement et la pérennité des activités.

Faire progresser les conditions socio-économiques des populations :

Eau et assainissement

Dans les zones d'intervention des 5 PDI, des sessions de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement ont été organisées. Du point de vue des infrastructures, 12 forages ont pu être réalisés ainsi que 210 latrines familiales.

Agriculture durable et élevage

Pour améliorer la production agricole et l'élevage, de multiples formations techniques et pratiques ont été offertes aux fermiers, des infrastructures, des intrants et du matériel ont été mis à disposition pour démarrer de nouvelles activités.



Des cordons pierreux ont été installés sur plus de 200 ha pour diminuer l'érosion et retenir les eaux de pluie et plus de 300 fosses fumières ont été mises en place pour améliorer la fertilité du sol.

Des systèmes de stockage de céréales ont été initiés dans les zones d'intervention de 2 PDIs pour permettre de les vendre à une période plus appropriée et à des prix plus rémunérateurs.

De plus, 4 puits maraîchers ont été construits, 124 ha de bas-fonds et un périmètre maraîcher ont été aménagés pour la production.

Micro-crédits

Pour permettre aux villageois d'investir dans des activités productives (agriculture, élevage, maraîchage, transformation de produits locaux), l'accès à des micro-crédits a été facilité par la mise en place des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées et la collaboration avec des Institutions de Micro Finance.

Accès aux services sociaux de base

Pour améliorer l'éducation primaire et secondaire, 9 salles de classes ont été construites et équipées et 6 anciennes salles de classe ont été nouvellement équipées. De plus, 5 logements de service pour enseignants ont été érigés et la cantine scolaire a été améliorée dans 16 villages.

Dans le domaine de l'alphabétisation des adultes, 17 centres d'alphabétisation ont pu être ouverts.

En matière de santé, un Centre de Santé et de Promotion Sociale (dispensaire, maternité, latrines et forage) et un logement de service pour le personnel soignant ont été finalisés.

Que ce soit au niveau de la santé ou au niveau de l'éducation, les frais de personnel sont entièrement pris en charge par l'Etat Burkinabè.

Statut et conditions socio-économiques de la jeune fille et de la femme

Pour améliorer les conditions socio-économiques des femmes et des jeunes filles, de multiples sessions de sensibilisation sur les droits de la femme dans la société ont été organisées. Des efforts ont également été faits pour que les femmes puissent avoir des documents officiels (cartes nationales d'identité burkinabè). Elles ont aussi été soutenues pour mettre en place des activités génératrices de revenus à travers des formations (techniques de production, de transformation de produits locaux, de gestion et de comptabilité), des infrastructures et des équipements.

Renforcer les capacités opérationnelles et de gestion des OCADES

Un appui a été fourni aux OCADES, afin de leur permettre de suivre efficacement les bénéficiaires sur place.

Résultats

Dans cette rubrique nous présentons quelques exemples de changements positifs observés dans les villages cibles grâce aux activités menées au niveau des PDI entre 2013 et 2015.

Ainsi, dans la zone d'intervention du PDI de Banfora, la proportion des ménages utilisant des latrines améliorées s'est accrue de 38% à 85%. Cette augmentation considérable a été rendue possible grâce à la construction de latrines familiales et à des séances de sensibilisation qui ont conduit à un changement de comportement des populations dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement.

Dans la zone d'intervention du PDI de Bobo Dioulasso, la distance parcourue par la population des villages cibles pour accéder aux services de santé ne dépasse pas plus de 7 km en fin 2015, ce qui répond à la norme nationale du Burkina Faso. En début 2013, avant l'amélioration des infrastructures de santé, la population devait parcourir des distances pouvant aller jusqu'à 20 km. Le réflexe d'amener les enfants dans le centre de santé pour un suivi régulier est né avec la proximité des infrastructures. Avant, les femmes n'amenaient les enfants en consultation qu'en cas de complications.

La proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée dans les villages cibles du PDI de Fada N'Gourma a évolué de 70% en début 2013 à 95% fin 2015 grâce à la réalisation de forages et à la sensibilisation de la population quant à l'importance d'utiliser l'eau potable pour la consommation afin d'éviter des maladies transmises par l'eau insalubre.

Dans la zone d'intervention du PDI de Dédougou, le revenu annuel moyen agricole des ménages est passé de 228 € (valeur 2010) à 467 € (valeur 2015) suite aux séances de sensibilisation et de formations des populations, à la fourniture d'intrants agricoles et des semences améliorées sans oublier l'amélioration de la fertilité des terres par des techniques antiérosives et la fumure organique.

Notamment grâce au PDI de Nouna, le taux de succès au Certificat d'Etudes Primaires est passé de 57% à 64% dans la province des Banwa et de 52% à 72% dans la province de la Kossi. Ces résultats très positifs sont principalement le fruit de la construction et de la réhabilitation de nouvelles salles de classe avec un forage à proximité, la cantine scolaire et la sensibilisation des parents sur la nécessité d'envoyer leurs enfants à l'école.



1.3.2 Ressources en terres cultivables

Contexte

La province du Bam fait partie des zones les moins arrosées du Burkina Faso. Les sols sont pauvres, ont une faible capacité de rétention en eau et sont fortement érodés.

Projets et programmes

CPS a soutenu le projet de conservation des eaux, de réhabilitation des sols et d'amélioration agro-sylvo-pastorale dans le département de Kongoussi, province du Bam.

Partenaire local

Association des Jeunes pour la Protection de l'Environnement et l'Elevage (AJPEE).

Bénéficiaires

Le nombre de bénéficiaires est estimé à 20.000 personnes réparties sur 10 villages.

Budget 2015

Le budget 2015 s'est élevé à 45.000 EUR.

Principales activités réalisées en 2015

Les principales activités sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Activité	Nombre
Mettre des plants pour reboiser	10.300
Construire un grenier céréalier	1
Aligner des diguettes (ha)	113,55
Construire des fosses fumières	50
Réhabiliter des fosses fumières	100
Construire des foyers améliorés	30
Rendre le micro-crédit accessible aux femmes	100
Construire un forage positif	1

Principaux résultats 2013-2015

Après 3 ans de travail, les changements suivants ont pu être observés dans les villages du projet et sont liées aux activités susmentionnées:

- La densité du couvert végétal est montée à 85%
- 134 ha de terres dégradées ont été récupérés pour la production agricole
- Le rendement agricole s'est accru de 10%



1.3.3 Services sociaux

Enfants de la rue

Le phénomène des enfants de la rue touche des milliers d'enfants à Ouagadougou.

Le projet vise à améliorer le quotidien d'une partie de ces enfants, principalement des garçons, dans le centre d'accueil et aussi dans la rue.

Le partenaire local est l'Association Taab Yinga qui dispose d'un centre d'accueil et d'hébergement avec ateliers de formation à Ouagadougou.

Le budget 2015 s'est élevé à 35.000 EUR.

Principales activités réalisées en 2015

Plus de 400 enfants et jeunes ont été sensibilisés sur les dangers de la rue et plus de 100 enfants ont été pris en charge: hébergement, soins, vêtements, alimentation, scolarité ou formation professionnelle. Des visites auprès

des familles ont été régulièrement organisées en vue d'une réintégration.

Orphelins du Sida

A Kongoussi et ses environs, les enfants vivant dans les familles touchées par la maladie sont précarisés et cela déjà avant le décès des parents infectés par le VIH, et à fortiori bien plus encore lorsque les parents décèdent. Ils sont privés de leur droit de jouir d'une enfance de qualité avec des effets délétères sur leurs chances de survie ou de développement harmonieux.

Le partenaire local est l'Association Wend Benedo qui dispose d'un centre d'accueil et travaille en étroite collaboration avec le centre médical de Kongoussi.

Le budget 2015 s'est élevé à 28.995,80 EUR.

Principales activités réalisées en 2015

Une trentaine d'enfants orphelins et d'enfants vulnérables du VIH Sida ont été pris en charge au niveau alimentaire, suivi médical et psychosocial, scolaire et professionnel.



2. NOTRE TRAVAIL AU LUXEMBOURG

2.1 Sensibilisation

Burkina Days

En juillet 2015, lors de la Foire Agricole à Ettelbruck, 5 ONG agréées à savoir, CPS, Fondation Dr. Elvire Engel, Le Soleil dans la Main, Lëtzebuenger Jongbaueren a Jongwënzer Service Coopération a.s.b.l, Solidaresch Aktioun lechternach ainsi que l'association Partage Afrique, ont présenté les conditions de vie en milieu rural au Burkina Faso. De nombreux thèmes tels que l'éducation, l'accès aux soins médicaux, l'accès à l'eau potable ou encore l'agriculture, ont été traités et altérés sous forme d'un « rallye pédagogique » auquel 20 classes de l'enseignement fondamental ont participé. L'ambiance a été assurée par des musiciens, danseurs et cuisiniers africains.

Cinéma du Sud

Dans le cadre de la 6ème édition du Festival Cinéma du Sud, CPS et la Croix-Rouge ont projeté le film « La Soif du Monde » traitant un des enjeux majeurs de notre temps pour la survie des populations : l'eau. Salle pleine pour ce film fort intéressant !

Soigner la terre pour nourrir les hommes

Le 23 septembre 2015, dans le cadre de l'année internationale des sols, a eu lieu une conférence publique avec le célèbre couple de microbiologistes Lydia et Claude

Bourguignon. Cet événement a été organisé par SOS Faim et Natur&Ëmwelt en partenariat avec CPS, l'ASTM, Caritas Luxembourg, Frères des Hommes, Meng Landwirtschaft, le Cercle de Coopération et le CELL.

Ecole Privée Fieldgen Luxembourg

Le 10 mars 2015, dans le cadre des Ateliers de Solidarité de l'Ecole Privée Fieldgen, CPS est intervenu sur le développement rural intégré au Burkina Faso.

Ecole privée Sainte-Anne Ettelbruck

Le 14 décembre 2015, CPS a animé un atelier dans le cadre de la « Journée Projet : Think Across Borders » de l'Ecole privée Sainte-Anne.

2.2 Service Volontaire de Coopération

Nancy Breyer, une jeune étudiante luxembourgeoise, a passé 3 mois dans le Programme de Développement Intégré de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso sur initiative de CPS.

2.3 Recrutement d'une responsable sensibilisation-éducation au développement

En septembre 2015, l'équipe de CPS a accueilli une nouvelle collègue, Claudia Simões, dans le but de développer les activités en matière de sensibilisation et éducation au développement.



3. SITUATION FINANCIÈRE

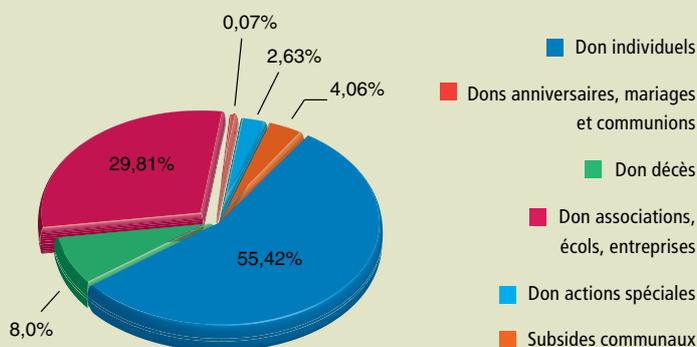
BILAN AU 31 DECEMBRE 2015 (€)			
ACTIF		PASSIF	
Actif immobilisé	3 158,10	Capitaux propres (fonds associatifs)	751 179,30
Actif circulant			
(créances et avoirs en banques)	770 854,52	Dettes à court terme	22 833,32
Compte de régularisation-actif	0,00	Compte de régularisation-passif	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	774 012,62	TOTAL DU PASSIF	774 012,62
COMPTE DE RESULTATS AU 31 DECEMBRE 2015 (€)			
CHARGES		PRODUITS	
Charges en relation avec les projets :		Cofinancement Min. des Aff. étrangères et européennes	
– Accord cadre	1 626 839,30	– Accord cadre	1 301 880,00
– Autres hors accord-cadre	26 972,87	– Autres hors accord-cadre	21 682,43
Frais administratifs	164 424,24	MAEE-remb. Frais administratifs	108 520,00
Frais sur fonds propres	33 520,74	Dons récoltés	466 106,30
Provisions pour risques et charges	0,00	Subsides communaux	19 750,00
Charges exceptionnelles	3 301,13	Produits financiers	255,08
Excédent positif de l'exercice	82 212,54	Produits exceptionnels et exerc. ant.	19 077,01
TOTAL DES CHARGES	1 937 270,82	TOTAL DES PRODUITS	1 937 270,82

Les comptes annuels de la Fondation Chrëschte mam Sahel - Chrétiens pour le Sahel sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises. Ils ont fait l'objet, pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2015, d'un audit légal effectué par la société de révision FIDEWA-CLAR S.A. qui conclut par l'opinion suivante : « A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Fondation

Chrëschte Mam Sahel – Chrétiens pour le Sahel au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ».

Les comptes annuels 2015 et le rapport intégral du réviseur se trouvent sur notre site web www.cps.lu.

Détail des dons et subsides communaux récoltés en 2015



Libellé	€
Dons individuels	269 282,82
Dons anniversaires, mariages, communions	350,00
Dons décès	38 860,65
Dons associations, écoles, entreprises	144 814,33
Dons actions spéciales	12 798,50
Subsides communaux	19 750,00
TOTAL	485 856,30

MERCI À TOUS CEUX QUI NOUS ONT SOUTENU EN 2015





Vous pouvez désormais recevoir ce rapport par courrier postal, par email ou le télécharger de notre site
web: www.cps.lu

Le rapport du réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels 2015 est disponible sur notre site web.

Editeur : Fondation Chrëschte mam Sahel – Chrétiens pour le Sahel
Photos : Dani Schumacher, Menn Bodson, Ahmed Ouoba, Marc Schoentgen
Mady Meyers, BPM-Lux, Commune Pétange, Commune Betzdorf,
Parverband Helpert, Diddeléng hëlleft, Commune Strassen, CPS

Impression : Saint-Paul Luxembourg sur papier recyclé



Fondation

Chrëschte mam Sahel
Chrétien pour le Sahel

29, boulevard Dr. Charles Marx
L-2130 Luxembourg
Tél : +352 49 05 55
www.cps.lu

CCPL IBAN LU12 1111 0560 0031 0000